



## **Thèses sur la lutte contre l'extrême droite en Europe**

L'extrémisme de droite n'est plus un simple phénomène marginal en Europe. Ceci est d'ailleurs démontré par la montée des mouvements néofascistes du nom de Jobbik et l'Aube en Hongrie et en Grèce. Ces deux groupes, d'un côté ils exercent la violence dans l'espace public contre leurs opposants politiques et les minorités et de l'autre ils exploitent l'espace politique qui leur a été fourni légalement du fait de leur représentation au Parlement.

Ce phénomène recouvre plusieurs facettes. Au delà des néofascistes qui prônent ouvertement le recours à la violence, la xénophobie, l'antisémitisme et défendent la tradition fasciste, il existe des partis d'extrême droite qui ont modernisé leur discours de telle sorte qu'ils parviennent à mobiliser des électeurs aigris de leur situation sociale et de la situation politique globale ; des personnes qui, a priori, ne sympathisent pas avec le fascisme et le national-socialisme, mais ne voient aucune autre solution possible.

Néanmoins, la base de l'idéologie d'extrême droite qui caractérise la pensée et la sensibilité des dirigeants et des responsables de ces partis tend à se manifester de plus en plus, dépassant ainsi les frontières perméables d'un discours modéré à des fins politiques. Le hollandais Geert Wilders et l'autrichien Andreas Mölzer ont récemment livré un exemple flagrant.

Face à la crise que l'Europe traverse actuellement, ce serait une grave erreur d'ignorer ou de sous-estimer le danger émanant de l'extrême droite sous ses différentes formes. 70 ans après la libération de l'Europe du national-socialisme, l'holocauste et la guerre nous rappellent et nous obligent à établir une opposition vigoureuse contre le fascisme.

### **I. Les causes à prendre en compte comme réalités actuelles**

L'extrémisme de droite auquel nous sommes confronté de nos jours est un phénomène actuel présentant de nouvelles caractéristiques qu'il nous doit de considérer au regard des réalités présentes. La montée de l'extrême droite reste une expression de la crise économique, sociale et politique profonde et encore non résolue. En fonction du pays concerné, elle fait référence à diverses traditions et recouvre plusieurs formes. En ce qui concerne la situation sociale actuelle, elle s'explique pour certains pays de l'Europe centrale et de l'Est par les crises déclenchées suite au passage du socialisme d'État au capitalisme. En Hongrie, la montée de l'extrême droite reflète l'insatisfaction générale de la population pour laquelle il n'existe aucune réponse politique de gauche actuellement. L'objectif de l'extrême droite est de gérer et maintenir ce mécontentement dans certaines limites et de conserver les inégalités extrêmes de la société en ayant recours à diverses formes de violence. Dans les autres cas, ce sont les mesures d'austérité imposées par la troïka, le chômage de masse, le démantèlement de l'État providence social et la précarisation progressive des sociétés dites consolidées qui conduit à une brutalisation du monde de travail et une peur croissante de la future.

Quel que soit son lieu d'implantation, l'extrême droite reste l'expression d'une crise systémique et structurelle, d'une frustration sociale grandissante, de la colère due à la non-reconnaissance du travail et de la qualification mais aussi à la peur de la pauvreté.

## **II. La crise a également saisi le système politique**

Dans la plupart des pays, les mêmes partis ont, à tour de rôle, assumé pendant des décennies les postes de pouvoir ou formé les gouvernements, créant ainsi un cartel puissant en mesure de se partager l'autorité et l'influence.

Ils ont mené leur politique selon les lignes du capitalisme néolibéral sous le contrôle des marchés financiers. À présent, nombreuses sont les populations qui, à juste titre, les tiennent pour responsables des conséquences engendrées au niveau social. À cet égard, de nombreuses personnes ont tourné le dos non seulement à ces partis mais encore à la politique en général. À une époque à laquelle il devient évident que le projet néolibéral social et économique a échoué, les forces droitistes des pouvoirs dirigeants tentent de façonner une nouvelle légitimité idéologique de l'État à travers le nationalisme ethnique qui englobe l'antisémitisme, la romaphobie et l'exclusion des étrangers. Les partis d'extrême droite profitent de cette crise, prétendent s'opposer au système politique dominant et se présentent comme les défenseurs des dispositions de l'État providence, qui selon leurs convictions nationalistes et racistes, devrait exclure les étrangers et immigrés. Entre-temps, beaucoup de ces idées viennent affecter le discours au cœur des sociétés. Leur intention première n'est pas de renforcer une démocratie réelle basée sur la participation et la responsabilité partagée face à la diminution et le détournement de la démocratie. Il s'agit en effet bien plus de remplacer toute forme de démocratie par un régime autoritaire avec à sa tête un leader charismatique dont la mission serait d'interpréter et d'appliquer immédiatement la « volonté du peuple ». L'individualisation néolibérale et la personnification de la politique encouragée par les médias de masse ont créé un terrain favorable à leur programme. Par conséquent, les partis d'extrême droite moderne ne sont pas l'expression de protestations démocratiques mais représentent un vrai danger pour la démocratie : ils tirent profit du mal pour promouvoir le pire.

## **III. La secousse contre l'intégration européenne**

La crise des systèmes politiques touche notamment l'intégration européenne et les relations nationales en Europe. Ceci s'explique d'un côté par le fait que les partis d'extrême droite veulent rediriger les tensions de la crise socioéconomique vers le nationalisme en misant sur le rejet des autres et des immigrés et de l'autre parce que l'institutionnalisation du néolibéralisme et la politique d'austérité font chuter la confiance des populations en l'Union européenne.

Dans ce contexte, les partis d'extrême droite ont adopté une stratégie commune qui en première place met le rejet de l'intégration européenne. C'est en suivant cette stratégie que l'extrême droite entend former une fraction indépendante lors des prochaines élections au Parlement européen. La rivalité nationaliste entre les pouvoirs européennes c'est l'alternative à l'intégration européenne. La création d'une fraction européenne nationaliste est cependant une contradiction en soi. Ce n'est autre que de la pure démagogie derrière laquelle se cachent les vraies intentions, soit de dresser les nations les unes contre les autres.

## **IV. La force du fameux slogan TINA (There Is No Alternatives, Il n'y a pas d'autre solution)**

Le sentiment de frustration éprouvé vis à vis de la politique dominante accroît face à l'absence ou au manque de visibilité d'alternatives démocratiques et sociales. Cette constatation se vérifie à divers degrés dans chaque pays et à l'échelle européenne. Les organisations syndicales, les mouvements sociaux et les acteurs politiques disposent souvent de solutions alternatives mais ils sont, eux aussi, en partie responsables du manque de visibilité de ces options. En l'absence d'une alternative politique et d'un changement des rapports de force politique dans les pays et au

niveau de l'Union européenne, une sortie de la crise ne peut être envisagée ni la montée de l'extrême droite ne pourra être contrée par une disposition stratégique décisive.

## **V. La compétitivité au détriment de la solidarité européenne**

Même si la crise économique a ébranlé la confiance accordée à la politique néolibérale, son hégémonie reste intacte dans la plupart des pays, confirmant ainsi la dominance des principes néolibéraux dans la culture de masse, les médias et dans la vie quotidienne. La compétitivité ancrée dans les mentalités, le manque de solidarité, le sexisme, l'homophobie et le racisme ne constituent pas uniquement un terrain fertile pour les partis d'extrême droite mais favorisent également la diffusion des attitudes propres à l'extrême droite au cœur de la société où la pression exercée fait pencher les programmes et les mesures pratiques vers la Droite. La frontière entre les partis néofascistes et les partis de l'extrême droite moderne a toujours été relative et perméable. De nos jours, nous constatons une convergence entre les partis d'extrême droite moderne et les nationalistes conservateurs et, en parallèle, des formes hybrides des deux courants font leur apparition. Le système s'est fermé à gauche pour ouvrir les portes à la droite. Nombreux sont les pays où la menace est réelle, la Droite et l'extrême droite allieront leur force. Ici aussi, le rapprochement et la restructuration du scepticisme vis-à-vis de l'intégration européenne jouent un rôle primordial dans l'union des stratégies.

## **VI. Les mouvements et syndicats européens dans la lutte pour l'égalité et le respect**

La lutte contre l'extrême droite est engagée au nom de la culture et de la coexistence dans tous les contextes. À cet égard, le combat mené sur les lieux de travail et dans les usines en faveur de l'égalité des droits et des contrats de travail pour tous les employés, joue un rôle non négligeable. La volonté de trois syndicats français (CGT, FSU et Solidaire) d'harmoniser leurs actions pour lutter ensemble contre l'extrême droite, mais aussi la campagne contre le racisme dans le monde du travail lancée par la Fédération autrichienne des syndicats ou encore le plan d'action de la CES sur la migration sont, à ce sujet, des exemples représentatifs.

La lutte contre le sexisme, l'homophobie et toutes les formes de fondamentalisme religieux qui visent à priver les femmes de leurs droits est le dénominateur commun de toutes les forces démocratiques et sociales. La solidarité témoignée envers les femmes espagnoles qui défendent leur droit à l'autodétermination fait partie intégrante de la lutte contre l'extrême droite.

Les campagnes de haine menées par l'extrême droite doivent être confrontées à une culture de la solidarité exemplaire avec, en Grèce, des réseaux et coopératives solidaires qui font en sorte de ne laisser personne pour compte par ces durs temps de crise. et le réseau européen contre la privatisation et commercialisation de la santé et de la protection sociale.

Nous nous battons pour une politique humaine reposant sur le respect des droits de l'Homme dans le domaine du droit d'asile et de l'accueil des réfugiés. Nous soutenons en outre que la responsabilité sur les questions sociales et financières incombe à tous les pays membres de l'Union européenne, qui se doivent d'assumer leur tâche commune dans un esprit de solidarité. Nous exigeons l'égalité des droits pour toutes les personnes vivant en Europe.

Les municipalités et les écoles assument une très grande responsabilité dans la mesure où elles déterminent l'inclusion des migrants et des minorités nationales telles que les Roms et Sintis. La société civile est appelée à s'opposer à l'extrême droite sous toutes ses formes. Dans plusieurs villes, notamment en Allemagne, nous sommes aux côtés des initiatives citoyennes qui s'opposent aux décisions judiciaires qui renoncent aux espaces publics pour laisser place aux réunions et défilés néo-nazis. Nous devons nous opposer à l'extrême droite également par la voie juridique. À cet égard, le Traité de paix de Paris ratifié après la fin de la Seconde Guerre mondiale doit être appliqué.

Nous voulons une directive européenne engageant tous les membres de l'Union européenne à adopter des lois qui considèrent comme infraction toutes activités et actions néo-nazies dirigées contre les minorités et visant à priver les citoyens de leurs droits démocratiques et à violer les droits de l'Homme. De telles lois obligerait les autorités à intervenir mais aussi à légaliser et encourager la résistance des citoyens.

## **VII. Besoin (urgent) d'une Europe différente**

Nous sommes contre la politique capitaliste néolibérale menée par l'UE. Cependant, contrairement à l'extrême droite, nous ne sommes pas contre l'Union européenne mais nous luttons pour une nouvelle orientation de l'intégration européenne. Nous luttons pour une nouvelle Europe: pour une Europe des peuples, la garantie d'une protection sociale et de la durabilité écologique.

L'un des éléments clé de la stratégie contre l'extrême droite est la lutte conjointe des mouvements sociaux et syndicats contre la politique d'austérité et les mémoranda, comme indiqué dans diverses déclarations et dans le Manifeste du Alter Sommet. Il ne peut y avoir de démocratie durable sans défense et développement de l'Etat providence social, des services publics et des communes, et sans un renforcement des droits des syndicats, l'abolition du chômage de masse et la garantie du droit à l'éducation et au travail pour les générations à venir dans tous les pays et régions de l'Europe.

L'alternative à l'intégration européenne n'est autre que la promotion des oppositions nationales et des rivalités entre les forces européennes. De quoi s'agit-il ? En aucun cas d'un programme de paix, de progrès social, démocratique et politique ! C'est un programme nationaliste. Voilà le programme de l'extrême droite.

Leur programme aspire à sortir l'Europe de la crise et faire d'eux les gagnants sur le plan politique. Le calcul est basé sur l'hypothèse que l'Union européenne qui, dans sa composition néolibérale actuelle, a institutionnalisé les règles des marchés financiers, perd de plus en plus la confiance de la population. Nous ne sommes pas contre l'intégration européenne en tant que telle mais au lieu de diviser elle devrait englober tout le continent européen. Pour ce faire, nous devons exiger un changement fondamental de la direction de l'intégration européenne et œuvrer pour une refondation de l'Union européenne.

### **Notre conclusion : Vers une alliance européenne basée sur l'analyse et le choix de la solidarité**

Pour lutter efficacement contre l'extrême droite et le néonazisme, il est nécessaire d'élaborer une stratégie complexe qui s'attaque en premier lieu aux vieux démons sociaux, politiques et culturels. Bien qu'ils aient une mission importante à remplir, ce ne sont pas les experts et les organisations d'experts qui doivent être en tête du mouvement de lutte antifasciste, tous les mouvements sociaux, syndicats, confessions religieuses, cultures et activistes politiques sont appelés à apporter leur contribution. Une telle action devrait inclure une part toujours plus large de la société, toutes couches sociales confondues, afin d'isoler les mouvements et partis néofascistes du point de vue social, politique et moral. Il serait essentiel d'avoir une base la plus vaste possible qui engloberait toutes les forces sociales, politiques et culturelles accessibles. La mise en place de larges alliances devrait toujours être la priorité dans la définition de nos stratégies et la sélection des formes d'actions.

Toutefois, la lutte contre l'extrême droite et le néofascisme s'inscrit dans une époque à laquelle la crise et le pouvoir politique en place détruisent et menacent le bien-être de millions de citoyens européens. Il est impossible de rester neutre face à une telle réalité, toutefois il faut connecter cette lutte avec la lutte pour une Europe démocratique basée sur l'égalité des chances, la fin de la

politique d'austérité, l'emploi, les droits sociaux et l'égalité, la durabilité écologique et garantissant une démocratie et une solidarité réelles.

Budapest, le 3 avril 2014